>> Chlorure de vinyle monomère, perchlorates et autres micropolluants: l'approche de Lyonnaise des Eaux

Daniel VILLESSOT

Directeur scientifique de Lyonnaise des Eaux / Suez Environnement

daniel.villessot@lyonnaise-des-eaux.fr

La distribution d'eau potable est un des éléments structurants de la problématique Eau & Santé, même si d'autres éléments ne peuvent être ignorés tels que la qualité des eaux de baignade ou encore d'autres qualités d'eaux (thermales, chaudes, usées, etc....) peuvent être sources de risques pour la santé des consommateurs. De ce fait, il paraît naturel que les distributeurs d'eau potable, gestionnaires publics ou privés des services, soient concernés par le respect rigoureux des critères et normes sanitaires qui définissent la qualité d'une eau potable au regard des réglementations européenne et française.

Si l'efficacité des processus de traitement de l'eau potable pour l'élimination de ces micropolluants : perturbateurs endocriniens, résidus de substances pharmaceutiques, est bien connue aujourd'hui, le gestionnaire des services doit encore rester vigilant et deux exemples récents lui rappellent cette obligation!

Un problème en cours de traitement au niveau national et coordonné par les autorités sanitaires en liaison avec les gestionnaires des services d'eau potable : les concentrations en chlorure de vinyle monomère (CVM) retrouvées après stagnation de l'eau potable dans des canalisations de PVC fabriquées avant 1980. Ces concentrations excèdent souvent le 0,1µg/l de la norme et il convient de mettre en œuvre les solutions adaptées immédiatement: purges notamment. Mais au-delà de ces actions palliatives immédiates, plusieurs dizaines de milliers de kilomètres de canalisations seraient susceptibles d'être à l'origine de ces phénomènes et il est donc important d'apprécier les solutions plus « durables » à mettre en œuvre pour contenir les risques sanitaires à leur juste valeur. Les travaux sont en cours au sein d'un groupe spécialisé réuni au sein de la CST Eau de l'ASTEE.

Au cours de l'été 2011, des analyses de perchlorates dans certaines des eaux souterraines alimentant Bordeaux en eau potable ont alerté l'attention de l'ARS Aquitaine et de Lyonnaise des Eaux. Recherchant des sites susceptibles de présenter le même risque, d'autres analyses réalisées sur des gisements alimentant la communauté urbaine de Lille, puis sur ceux de la ville de Douai ont révélé la présence de concentrations variables de quelques fractions de microgrammes / litre à quelques microgrammes / litre. La DGS, sur les recommandations de l'ANSES, a alors fixé de nouvelles normes pour ce paramètre jusqu'alors non pris en compte. Les entreprises de la FP2E concernées ont engagé rapidement les actions nécessaires pour d'une part écarter les captages responsables et étudier les mesures de correction à plus long terme à mettre en œuvre.

Ces exemples qui se sont accumulés ces derniers mois ont conduit les Directions Générales de Lyonnaise des Eaux et de Suez Environnement à mettre en place, au-delà des programmes de R&D que nous menons depuis plus de 10 ans sur ces sujets, un Conseil d'Orientation Scientifique sur les risques sanitaires eau et environnement. Constitué d'Experts internationaux et français réputés et reconnus pour leurs savoirs sur ces sujets, il a pour mission de travailler avec les Experts du Groupe pour définir les moyens et méthodes à développer encore pour anticiper, en fonction des sites de production d'eau potable, les risques sanitaires encourus.